

L'émergence du « féminisme territorial » Développement local et pratiques collectives de femmes rurales

Marie-Lise Semblat

Volume 43, Number 1-2, 2013

Femmes et développement local

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1033274ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1033274ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

CIRIEC-Canada

ISSN

1923-0818 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Semblat, M.-L. (2013). L'émergence du « féminisme territorial » : développement local et pratiques collectives de femmes rurales. *Économie et Solidarités*, 43(1-2), 39–54. <https://doi.org/10.7202/1033274ar>

Article abstract

This article focuses on the "territorial feminism", a concept derived from the analysis of the new rural women's groups. This concept expresses territorial practices of groups which, crossing the spatial and social dimensions of development, reflect the emergence of a new feminism that we called "territorial". Operationalised by the ASTER-International network, the concept is actual, because after *The World Accordind to Women* (Brussels) has refered to it in March 2008, it became a hypothesis of the research program of the CRESS-Lessor, focusing on equality gender and territory at the University of Bretagne. It is the ground actions and the collectives initiatives in local development, in international cooperation and european cooperation led by women which inspired the author's Phd thesis. from the resulting findings of experience and the observed, a systematic research approach was implemented in France, Greece, Ireland and in French Canada.

L'émergence du « féminisme territorial » Développement local et pratiques collectives de femmes rurales

MARIE-LISE SEMBLAT

*Docteure en géographie sociale
Collège coopératif
et Université Paris 3
Présidente du réseau Aster-
International*

Mme Semblat est décédée dans un
accident en 2013.

RÉSUMÉ • Le présent article porte sur le féminisme « territorial », un concept issu d'une analyse portant sur les nouveaux groupes de femmes rurales. Ce concept s'applique aux pratiques territorialisées de groupes qui, croisant les dimensions spatiale et sociale du développement, traduisent tout à la fois d'autres expressions du développement et l'émergence d'un nouveau féminisme que nous avons nommé « territorial ». Opérationnalisé par le réseau Aster-International, le concept est bien vivant, car, après avoir figuré parmi les thèmes du plaidoyer du Monde selon les femmes (Bruxelles) en mars 2008, il est devenu une hypothèse du programme de recherche du CRESS-Lessor de l'Université de Bretagne. Ce sont les actions de terrain et des démarches collectives en développement local, en coopération européenne et internationale menées par des femmes qui ont conduit l'auteure à analyser les pratiques repérées et à les théoriser dans le cadre d'une recherche pour le doctorat. À partir de constats issus du vécu et de l'observé, une démarche systématique de recherche (entretiens et groupes de discussion) a été mise en œuvre en France, en Grèce et en Irlande, mais aussi au Canada francophone.

ABSTRACT • This article focuses on the "territorial feminism", a concept derived from the analysis of the new rural women's groups. This concept expresses territorial practices of groups which, crossing the spatial and social dimensions of development, reflect the emergence of a new feminism that we called "territorial". Operationalised by the ASTER-International network, the concept is actual, because after *The World Accordind to Women* (Brussels) has refered to it in March 2008, it became a hypothesis of the research program of the CRESS-Lessor, focusing on equality gender and territory at the University of Bretagne. It is the ground actions and the collectives initiatives in local development, in international cooperation and european cooperation led by women which inspired the author's Phd thesis. from the resulting findings of experience and the observed, a systematic research approach was implemented in France, Greece, Ireland and in French Canada.

RESUMEN • Este artículo se refiere al feminismo "territorial", un concepto derivado del análisis sobre los nuevos grupos de mujeres rurales. El concepto se aplica a las prácticas territorializadas de grupos que cruzan las dimensiones espacial y social del desarrollo, reflejando al mismo tiempo otras expresiones del desarrollo y el surgimiento de un nuevo feminismo que hemos denominado "territorial". Operacionalizado por la red Aster- International, el concepto sigue vigente ya que, después de su inclusión como tema de trabajo por la ONG *Le Monde*

selon les femmes (Bruselas), en marzo de 2008, se convirtió en una hipótesis del programa de investigación del CRESS-Lessor de l'Université de Bretagne. Las acciones de terreno y los enfoques colectivos en desarrollo local, en cooperación europea e internacional, liderados por mujeres han llevado a la autora a analizar y teorizar las prácticas, en el marco de una investigación para el doctorado. A partir de los resultados de las experiencias y de la observación, un enfoque sistemático de investigación (entrevistas y grupos focales) se aplicó en Francia, Grecia, Irlanda y en el Canadá francófono.

INTRODUCTION

L'analyse de nouveaux groupes de femmes rurales nous a conduits à élaborer le concept de « féminisme territorial »¹. Ce concept exprime les pratiques territorialisées de groupes qui, croisant les dimensions spatiale et sociale du développement, traduisent tout à la fois d'autres expressions du développement et l'émergence d'un nouveau féminisme que nous avons nommé « territorial ». Opérationnalisé par le réseau ASTER-International, le concept est bien vivant, car, après avoir figuré parmi les thèmes du plaidoyer du Monde selon les femmes (Bruxelles) en mars 2008², il est devenu une hypothèse du programme de recherche du CRESS-Lessor³ de l'Université de Bretagne.

Ce sont l'engagement personnel, les actions de terrain et des démarches collectives en développement local, en coopération européenne et internationale avec des femmes qui m'ont amenée à analyser les pratiques repérées et à les théoriser dans le cadre d'une recherche pour le doctorat. À partir de constats issus du vécu et de l'observé, une démarche systématique de recherche (entretiens et groupes de discussion) a été mise en œuvre en France, en Grèce et en Irlande, mais aussi au Canada francophone.

Les travaux de géographes sur l'articulation du spatial et du social et ceux de chercheuses féministes canadiennes ont permis l'analyse de ces nouvelles pratiques de groupe en milieu rural européen et canadien francophone. À partir des travaux initiaux, nous attacherons ici, notamment, à présenter l'opérationnalisation du féminisme territorial par le réseau Aster-International.

Des groupes territorialisés dans un contexte de mutations sociétales

Sur une courte période, des groupes de femmes d'un type nouveau sont apparus dans plusieurs zones rurales d'Europe. Leurs préoccupations ont été rapprochées de celles des groupes canadiens qui s'organisent soit sur la base du développement territorial, soit sur celle de la francophonie. Les

¹ Voir Marie-Lise Semblat (1997a).

² Dans *Plaidoyer pour le genre dans le développement durable*, 8 mars 2008.

³ Programme de recherche « Égalité, genre et territoires : croisement, interactions, convergences », Université Rennes 2 et ARS-UBO (Annie Junter et Arlette Gautier). Académie d'été 2008 organisée par le CRESS-Lessor, Intervention de Marie-Lise Semblat : Le féminisme territorial est-il un concept opératoire pour aborder les interactions, croisements et convergences entre actrices engagées sur les territoires de la recherche?

groupes s'inscrivent dans des régions diversement identifiées de trois pays d'Europe (France, Grèce et Irlande) et du Canada francophone (Québec et Nouveau-Brunswick). La recherche a porté en Grèce sur trois clubs de femmes et sur la coopérative agrotouristique grecque d'Arachova, au pied du mont Parnasse (Béotie), en Irlande sur deux *women's groups* (groupes de femmes) du comté de Cork (sud-ouest). Deux groupes français ont été par ailleurs retenus, l'un en Isère (ADELE, Association de développement des échanges locaux et européens, Trièves) et l'autre en Picardie (DIALOC-Villages en Vermandois). Le regroupement des femmes de la région de Matane au Québec (RFRM) et des exemples acadiens illustrent les pratiques des groupes canadiens francophones.

Tous ces groupes ont la particularité d'être nés, non d'une volonté institutionnelle, mais de l'initiative des femmes. Lorsque, exceptionnellement, comme ce fut le cas pour les coopératives agrotouristiques grecques, l'initiative est venue d'en haut, tout un travail de réappropriation a été réalisé par les coopérantes. Sans liens entre eux ni connaissance respective et en dépit de leur diversité (contexte, conditions d'apparition...), les groupes développent des pratiques présentant un certain nombre de caractères d'une nouvelle expression du féminisme que nous avons qualifié de « territorial ». Le choix du qualificatif « territorial » a été conçu sur le modèle du « syndicalisme territorial », utilisé par Félix Guattari pour traduire les expériences syndicales de ceux qu'il nomme au Chili les « militants du syndicalisme territorial » et qui exercent de « nouvelles formes de pratique syndicale s'articulant de façon organique à leur environnement social » (Guattari, 1992, p. 27). Après un rappel des groupes et de leurs pratiques primordiales, le féminisme territorial fera l'objet d'une présentation et de son opérationnalisation par le réseau Aster-International.

DE NOUVEAUX GROUPES DANS UN CONTEXTE DE MUTATIONS

Contradictions spatiales et paradoxes sociétaux ont été retenus en tant que mutations majeures permettant une contextualisation des groupes. Les contradictions spatiales expriment des mouvements territoriaux d'opposition liés à la mondialisation. Des contradictions surgissent entre des tendances fortes de mondialisation déterritorialisante et les résistances à la mondialisation, par un retour des territoires, pouvant aller jusqu'à des reterritorialisations violentes. Les paradoxes sociétaux naissent de catégories fragilisées et menacées d'exclusion, comme celle des femmes rurales, par ailleurs créatrices de changement et porteuses d'innovation. En Europe ou au Canada francophone, en raison de leurs nombreuses initiatives, les femmes rurales ont souvent été qualifiées d'« actrices actives » de développement.

Les groupes concernés sont territorialisés et non pas professionnels ou syndicaux. Ils se montrent proches des réalités locales et des besoins, et ils semblent moins idéologiques que les groupes de femmes en milieu urbain. Ils se distinguent des mouvements agricoles anciens, comme les Cercles des fermières au Québec et en Belgique ou comme l'ICA (*Irish Countrywomen's Association*, Association irlandaise des femmes rurales) en Irlande, qui recherchent la modernisation, l'intégration dans l'agriculture productiviste, mais sont souvent corporatistes.

Des groupes intermédiaires

Si les groupes ne correspondent pas à des formes organisées et structurées comme les syndicats, à l'inverse ils ne sont pas non plus de simples formes traditionnelles et informelles de solidarité et d'échange, ni des réseaux diffus qu'Alberto Melucci (1983) caractérise comme des mouvements postpolitiques. Les groupes visent le changement social et ils s'inscrivent dans la nécessité de retrouver des lieux intermédiaires permettant « de rapprocher la société d'elle-même » (Rosanvallon, 1981), de réencaster le social et l'économique et de retrouver de nouvelles expressions de citoyenneté. Ils peuvent contribuer à ce que Françoise Collin nomme « la redéfinition de la démocratie et de la citoyenneté » (Collin, 1992), exigence de la problématique des sexes, autant que de celle des races, des cultures et des religions.

Rapports des groupes à l'espace

Les nouveaux groupes rassemblent des femmes qui s'organisent collectivement dans une relation volontaire à l'espace, « espace vécu », espace social jamais neutre, fait de tensions, d'oppositions, de luttes, mais aussi de solidarités, de collaborations et de compromis (Frémont, 1976). Leur « inscription locale » est un type de rapport à l'espace qui caractérise la ruralité et en fait des « groupes sociaux localisés » (CNRS, 1986). Il s'agit d'articuler le social et le spatial, afin de rendre compte des liens entre le territoire et la société, dans une dimension d'espace vécu et construit par les acteurs et actrices de projets. Le « système rural localisé » quant à lui est un système complexe qui croise les tendances lourdes d'évolution et la société locale (*ibid.*). Le fait local est situé dans une approche globale, ce qui permet d'envisager les articulations territoriales et d'éviter les pièges du localisme.

Toutes ces approches éclairent notre analyse de groupes qui s'apparentent à des groupes sociaux localisés, tout en se situant dans l'approche globale d'un système.

DES PRATIQUES PRIMORDIALES

C'est par leurs pratiques groupales que les femmes peuvent devenir des « agentes de changement » selon l'expression de certaines d'entre elles. Ces pratiques envisagées comme des expressions d'une « activité volontaire pour agir sur le milieu » (Lalande, 1960) sont qualifiées de **primordiales**, dans le sens où elles se révèlent être de toute première importance. Celles-ci se traduisent par une « pédagogie de l'action », une double expression des identités (des femmes et du territoire), une vision multidimensionnelle du développement (relative à l'espace, au temps et à la relation aux autres) et des articulations paradoxales.

Une pédagogie de l'action

Les groupes sont bâtis par les femmes elles-mêmes, ils se construisent dans la durée et se développent par enrichissements successifs, dans une dynamique de projet. Ils sont l'expression d'une « pédagogie de l'action » de ce que les membres québécois du GRIR (Groupe de recherche et d'intervention régionales) de Chicoutimi ont nommé l'autodéveloppement, reprenant ainsi le concept élaboré par des spécialistes du développement régional. Cette équipe de chercheurs caractérise les pratiques d'autodéveloppement comme étant : « Toute action menée par un groupe de femmes visant l'amélioration et la transformation positive des conditions de vie des femmes, notamment à travers la création de groupes d'entraide, d'organisations, de regroupements, de coalitions de femmes » (Masson, Tremblay et Tremblay, 1989, p. 76). Les groupes permettent aux femmes de se rencontrer, d'échanger, de mettre en œuvre des solidarités, cela leur permet « de se constituer comme un groupe réel et ainsi de dépasser le rang de simple catégorie sociale » (*ibid.*, p. 77). Il s'agit, comme l'illustre l'exemple du Regroupement des femmes de la région de Matane (RFRM), de « trouver des formes collectives de solutions à des problèmes eux aussi collectifs » (*ibid.*). Le RFRM est né en effet d'un double constat, celui des carences du milieu et celui des besoins des femmes, comme pour la majorité des groupes de femmes au Québec, nés dans les années 1980. Il s'agit de trouver des solutions alternatives pour contrer les difficultés structurelles de la région⁴.

Le croisement des identités

Les groupes de femmes observés en Europe comme au Canada ont un attachement commun à une identité locale territoriale unanimement admise. Cette identité s'exprime par la pratique de la langue (Canadiennes francophones, Irlandaises, etc.), la tradition et l'histoire (Grèce, Irlande, etc.) ou encore la situation du territoire (position insulaire, paysage montagnard, etc.). Il ne s'agit pourtant pas d'un repli identitaire, tous les groupes témoignant d'une ouverture internationale par l'organisation d'événements culturels, l'accueil de touristes, etc. Les groupes irlandais disent vouloir sortir de l'isolement, se réunir, s'informer, créer un ensemble communautaire avec plus d'égalité, mais aussi trouver place dans la communauté. Les clubs grecs veulent aussi s'informer, se réunir et sortir des maisons, être ensemble, enfin, élever le niveau de l'« intellectualité » du village et lutter contre le vide.

Le groupe français ADELE (Association de développement et d'échanges locaux et européens), en Isère, réunit des femmes qui créent des pratiques alternatives (accueil à la ferme, agriculture biologique, vente directe de produits...). Le groupe leur permet des solidarités face au modèle productiviste développé par l'ensemble des agriculteurs de leur région. Elles disent être très attachées au lieu, partager le même amour du pays, qu'elles veulent faire vivre et ne pas se contenter de l'empêcher de mourir : « On veut valoriser le pays », « on veut un espace rural vivant »⁵.

⁴ Entretiens avec l'équipe du RFRM, Matane, octobre 1994.

⁵ Exemples résumés dans Semblat (1999).

Les femmes se regroupent pour assurer à la fois leur promotion individuelle et celle de la population du village, la recherche de l'*empowerment* des personnes et de celui de la communauté locale, celle du village, du nome en Grèce et du comté en Irlande. Les femmes se positionnent en tant qu'individualité, mais aussi par leur identité collective de femmes et par celle de la communauté locale.

Une vision multidimensionnelle du développement

L'ensemble des groupes expriment enfin une vision multidimensionnelle du développement, en rupture avec les modèles de la modernité et proche de celle du développement local⁶ qui se traduit par l'inscription territoriale des projets, leur construction dans la durée et la dynamique de réseau. Ils rejoignent ainsi Bernard Vachon (1993), pour qui « les pratiques de développement local appartiennent en propre à un lieu, un temps et à un groupe social », l'espace, le temps et le rapport aux autres demeurant les trois axes majeurs de l'anthropologie. Des conciliations de contraires sont au cœur des pratiques des groupes, qu'il s'agisse de temporalité (court terme/long terme), spatialité (local/international) ou altérité (individuel/collectif).

Les groupes réalisent une mise en mobilité des femmes qui passent ainsi de l'espace clos et privé des maisons à l'espace public (l'agora), une mise en mobilité spatiale, mais aussi sociale et mentale. De tels groupes, comme lieux de réflexion, de parole et d'action, ont un sens éminemment politique.

Le « féminisme territorial »

Il n'existe pas *un* féminisme, mais *des* féminismes, traversés par des oppositions entre égalité et différence, idéologie et pragmatisme et également situés au cœur des tensions entre l'intégration ou la rupture avec le modèle socioéconomique dominant. L'écoféminisme, le féminisme noir et le féminisme local⁷ sortent le féminisme d'un caractère monolithique souvent assimilé à une conception occidentale.

Le féminisme d'État et le féminisme institutionnel visent l'intégration des femmes et ne prennent pas en compte les pratiques alternatives des groupes de femmes qui ne se retrouvent pas toujours dans les politiques d'égalité des chances des États ni dans les différents programmes mis en œuvre par la Communauté européenne, souvent perçus comme des moyens d'intégrer les femmes aux lois du marché.

C'est le qualificatif de « territorial » que nous avons choisi pour caractériser le féminisme des groupes qui s'exprime par des pratiques, mais aussi par un discours. Celui-ci valorise le

⁶ Voir le tableau dans Semblat (1997b).

⁷ Voir Degavre (2011, p. 63-84).

développement endogène, l'inscription locale des projets, l'approche globale, la recherche d'alternatives au modèle économique dominant, la nécessité de l'anticipation. Une démarche opérationnelle cherche à réaliser la vision portée par le discours, au travers de l'information, la formation, les réseaux et maillage, la construction d'une pédagogie du genre, la dimension culturelle des projets et la recherche d'alternatives organisationnelles.

Moncef Bouchrara (1993) a identifié en Tunisie le « féminisme civil » à partir des initiatives entrepreneuriales des femmes et il l'oppose au féminisme d'État. Nos approches respectives sont comparables jusqu'à un certain point, car la sienne est surtout axée sur l'économie et non sur une approche globale du développement local. Par ailleurs, si nous avons montré que le féminisme d'État ne rend pas compte des pratiques des groupes, nous n'avons jamais opposé féminisme d'État et féminisme territorial, comme Bouchrara le fait pour féminisme civil et féminisme d'État en Tunisie.

Le croisement du féminisme et du territoire permet de revisiter le mouvement social qui, selon Alain Touraine, est caractérisé par trois principes : l'identité, l'opposition et la totalité. Le rapport entre ces trois principes du mouvement social est questionné par les pratiques des groupes de femmes; en effet, associer deux identités peut permettre d'échapper aux risques de dualisation entre hommes et femmes ou entre tel territoire et tel autre. L'opposition est donc ici globale et non catégorielle, et il ne s'agit pas d'opposer telle catégorie à telle autre, mais un modèle de société à un autre. La force qui ne se trouve pas dans les jeux conflictuels d'opposition vient renforcer le pôle de la totalité, celui de possibles alternatives et d'une vision autre du développement. Le risque de repli identitaire défensif est évité et des alternatives émergent.

Pour Gilles Lipovetsky (1987), les nouveaux mouvements sociaux permettent d'aérer le militantisme et de combiner les dimensions politique et existentielle, dans une expérience globale. Les groupes mentionnés ici semblent s'inscrire dans une telle approche qui croise l'identité à la fois individuelle et collective des femmes.

Féminisme, territoire et développement

Il est nécessaire de préciser que le territoire est envisagé ici dans l'optique du développement local. Il n'est pas considéré comme une simple délimitation ou appropriation de l'espace. Il est le lieu d'expression et de réalisation des projets des acteurs et actrices, il est construit par celles et ceux qui collectivement le produisent. Pour Bernard Pecqueur (1989), des territoires se forment dans lesquels existent des synergies, ils sont des lieux de « prise de conscience collective d'une unité et d'une cohérence » (p. 17).

Les territoires ainsi envisagés semblent partager les trois caractéristiques que l'anthropologue Marc Augé attribue aux « lieux » en les distinguant des « non-lieux ». Ils sont l'expression d'une histoire, d'une identité et de relations, alors que les non-lieux, zones de passage et de transit, ne présentent qu'un faible degré de ces trois caractères.

Le qualificatif « territorial » a été préféré à celui de « territorialisé », car dans l'expression « territorialisé » le territoire est considéré comme une portion d'espace. Par contre, dans le choix de « territorial » le territoire n'est pas réduit à un contenant ou à une simple portion d'espace; les femmes et le territoire se trouvent alors dans un rapport plus équilibré.

Les travaux des féministes canadiennes ont éclairé nos analyses. Pour Caroline Andrew et Béatrice Sokoloff (1993), le développement régional et l'analyse féministe sont tous deux orientés vers l'action, vers le particulier et le spécifique. Ces constantes du développement local sont une préoccupation nouvelle du féminisme; à l'inverse, une définition « large » du développement propre aux approches féministes a gagné celles du développement. Danielle Lafontaine (1995) pose, quant à elle, la question majeure du croisement possible des paradigmes du féminisme et du développement : « Peut-on envisager un point de vue féministe sur le développement? » Pour cette chercheuse du GRIDEQ (Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional de l'Est du Québec), la question se pose d'une articulation des problèmes de « l'exclusion/inclusion » des femmes ou encore de ceux « de l'identité et de la subjectivité auxquelles est liée la problématique de la reproduction dans son ensemble » avec les études sur le développement selon leurs trois modèles et leurs propres enjeux (Lafontaine, 1995, p. 41) :

- « classique » : qui concerne « la production de biens et de services en vue de la satisfaction des besoins humains »;
- « critique » : relatif à « la répartition des fruits de la production entre les sujets sociaux »;
- « endogénistes » : privilégiant « la régulation » et « la signification culturelle » des projets.

Il est nécessaire de prendre en compte la complexité et parvenir à envisager, « dans un même cadre, paradigme ou prisme », « les problèmes humains et sociaux fondamentaux d'identité, de reproduction, de production, de répartition, de régulation et de signification (ou valeur) des échanges entre les humains, sans négliger un grand oublié, celui de la consommation » (*Ibid.*).

Pour Danielle Lafontaine, il n'existe pas de paradigme réunissant les concepts du féminisme et ceux du développement, le cloisonnement des disciplines ne favorisant pas les articulations conceptuelles. Nous ne prétendons certes pas avoir créé un nouveau paradigme, mais peut-être avoir modestement contribué à avancer sur l'articulation des concepts. Le féminisme territorial traduit une production de pratiques et une production de discours. Il est un concept opératoire permettant de rendre compte de phénomènes nouveaux non expliqués; il est une des réponses aux institutionnalisations du mouvement.

De pratiques paradoxales...

Les pratiques des groupes se révèlent souvent paradoxales, se situant entre intégration et rupture avec le système. Tout en montrant de nombreux signes d'intégration (déclaration officielle, communications, partenariat local...), les groupes recherchent des alternatives à la fois économiques, culturelles, sociales, mais aussi environnementales, dans une optique de développement local durable. Ils sont souvent force de proposition et force de pression, ils lancent des projets, gèrent le bulletin local (Irlande), créent des services (popote collective, friperie au Québec, activités éducatives et culturelles en direction des enfants et jeunes en Grèce). Acteurs collectifs de la vie sociale, les groupes ne sont donc pas coupés du système, mais témoignent d'une volonté de participer à la vie sociale et communautaire locale. Cependant, par leurs recherches d'alternatives pour d'autres formes de développement (local et durable), ils ne s'intègrent jamais totalement.

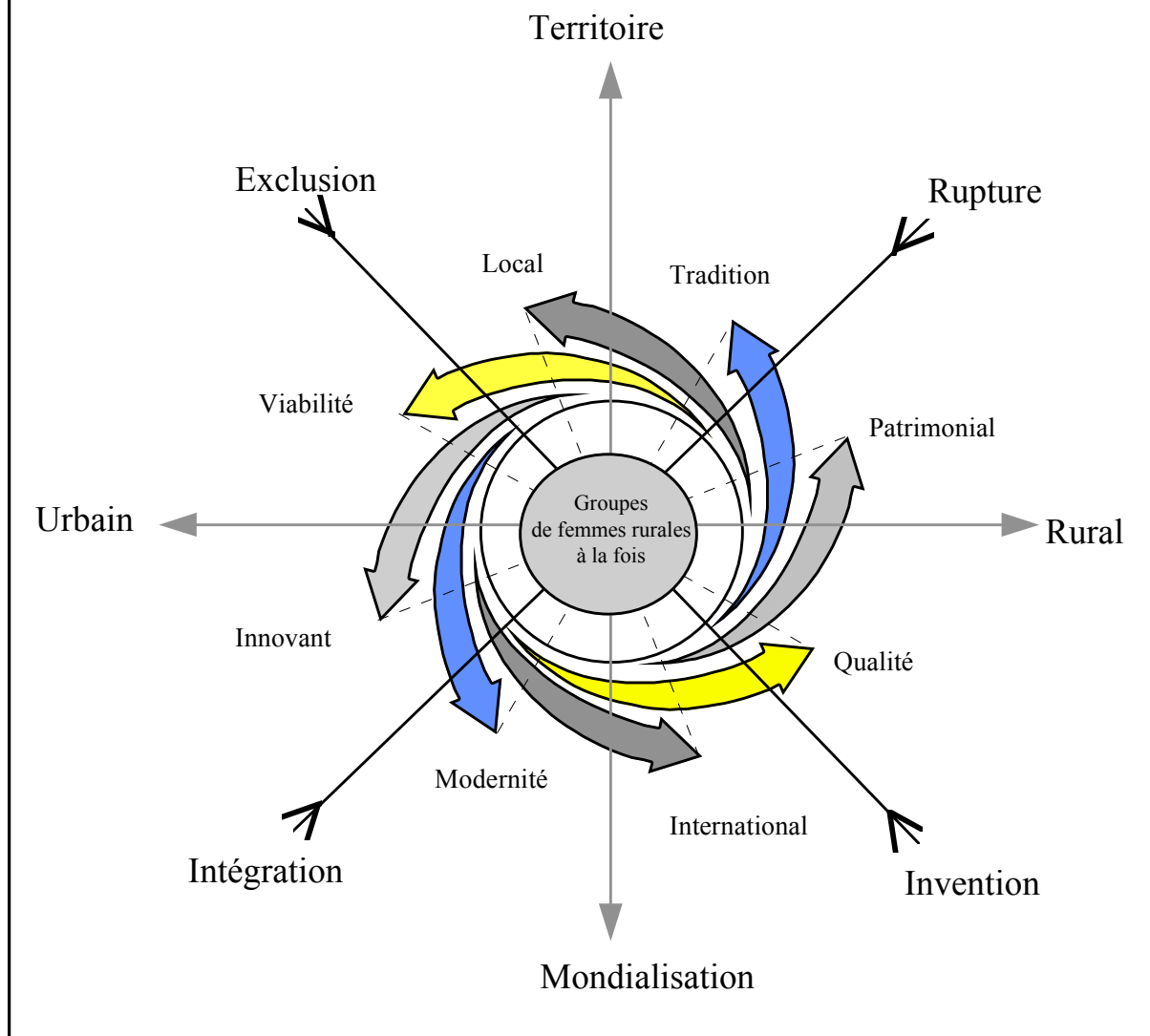
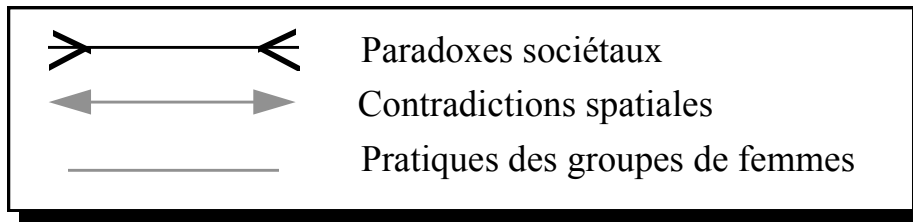
... En articulations paradoxales

Si les groupes sont au centre des contradictions spatiales (entre mondialisation et territoire, d'une part, et entre rural et urbain, d'autre part) et des paradoxes sociétaux (entre intégration et rupture, entre exclusion et invention), ils sont eux-mêmes au cœur de plusieurs jeux de contraires :

- entre tradition et modernité, tels les projets renouant avec des fêtes ou pratiques traditionnelles tout en ouvrant à des perspectives nouvelles comme le cinéma itinérant du festival de cinéma européen pour les femmes du monde rural en Picardie;
- entre rural et urbain, local et international;
- entre patrimonial et innovant, car en valorisant le patrimoine naturel ou historique dans les initiatives locales les groupes inventent des alternatives;
- entre viabilité et qualité, comme le groupe ADELE qui, refusant de traiter de « rentabilité », va privilégier « la viabilité » indissociable de la qualité, ce qui fait dire aux membres que « quand on vend nos produits, on vend un peu de nous-mêmes, mais on ne veut pas perdre notre âme ».

Le schéma ci-dessous représente le jeu des diverses tensions paradoxales, la dynamique des groupes s'exprimant par un mouvement tourbillonnaire.

Le tourbillon de la complexité



Aster-International : opérationnalisation du féminisme territorial

Le réseau Actrices sociales des territoires européens ruraux, ou ASTER, a été fondé par un noyau de groupes européens qui s'étaient rencontrés à travers des événements comme l'Université rurale européenne⁸ ou le festival de cinéma européen pour les femmes du monde rural en Picardie⁹ et qui ont voulu structurer et pérenniser leurs liens. ASTER, créé sous le statut juridique de la loi française régissant les associations¹⁰, s'est donné comme finalité la mise en œuvre « des capacités des femmes à devenir de réelles « opératrices » de développement local dans un contexte qui tend à les marginaliser ». Le choix de l'expression « opératrices » cherchait alors à supplanter l'expression redondante « actrices actives de développement », fréquemment entendue.

Si les groupes privilégient la dynamique de réseau local par rapport aux hiérarchies et aux structures pyramidales, ASTER¹¹, dès sa création, cherchera aussi à se structurer en un réseau, qui sera d'abord européen, puis international. Réseau entendu comme « lieu de rencontre et d'échange de compétences, de savoir-faire et de pratiques autour de la problématique des femmes en milieu rural¹² ». La création du réseau ASTER est ainsi le résultat d'une histoire¹³ faite de rencontres et d'échanges interterritoriaux. C'est pourquoi, dès le départ, le réseau européen est inséparable des dynamiques de réseaux locaux de chacun de ses membres. Défini comme « un maillage d'acteurs en relations articulées et croisées qui, dans une démarche volontaire, privilégie la personne par rapport à l'organisation et à la structure », le réseau est « a-centré » (Godbout, 1990). ASTER se veut « un lieu d'échange de pratiques, d'expériences et de compétences, un lieu de rencontres. Il facilite la circulation des personnes et des idées »¹⁴.

Le réseau ASTER valorise les identités et cultures locales des structures membres, il cherche à construire les échanges dans la réciprocité; « il ambitionne de développer la connaissance des spécificités de chaque pays, en privilégiant l'étude des réalités locales de chacun, dans son contexte économique, social, culturel, politique et environnemental ¹⁵». Les différences entre les régions ou les pays d'appartenance des structures qui composent le réseau ne sont alors plus des limites; elles deviennent des richesses.

⁸ En 1991, organisation d'un itinéraire grec à la rencontre des coopératives agrotouristiques féminines, puis, en 1995, d'un itinéraire irlandais sur les femmes et le tourisme rural.

⁹ Organisé par DIALOG-Villages, Picardie, de 1989 à 1996.

¹⁰ Avec un conseil d'administration international.

¹¹ A.S.T.E.R., Actrices sociales des territoires européens ruraux, association à but non lucratif créée en 1993, est à la fois un laboratoire de formation en région et un réseau européen qui deviendra international en 1999.

¹² ASTER-International, en ligne : <http://agriculture.gouv.fr/aster-actrices-sociales-des-territoires-europeens-ruraux>. NDR

¹³ Formations à la vie associative et à la médiation sociale. Échanges européens autour de trois axes : Festival de cinéma européen pour les femmes du monde rural, Université rurale européenne et programme européen NOW, *News Opportunities For Women*.

¹⁴ Rapport moral, Assemblée générale d'ASTER, Arachova, Grèce, décembre 1999.

¹⁵ ASTER-International, en ligne : <http://agriculture.gouv.fr/aster-actrices-sociales-des-territoires-europeens-ruraux>. NDR

Une pédagogie de l'action ou encore du vivant est aussi revendiquée par les membres, qui expriment par là leur décision volontaire de s'allier, d'échanger et de *co-opérer* en dehors de toute contrainte institutionnelle. À partir des formations territorialisées mises en œuvre, la pédagogie de l'action partagée avec les groupes de femmes rurales va se définir ici autour de trois axes : territoire, groupe, projet. Une « pédagogie de l'international au service du développement local » est le second pilier de la stratégie d'action d'ASTER. Elle est fondée sur la réciprocité et le partage des expériences, facilitant à la fois les maillages de partenariats locaux et les coopérations interterritoriales.

Progressivement, les membres du réseau passeront d'une approche spécifique « femmes » à l'approche de genre qui analyse les rapports sociaux de sexe, dans une optique de changement, si toutefois elle est couplée à un projet politique de transformation sociale. Le développement puis l'économie seront interrogés, la méthode de recherche-action et les démarches participatives deviendront centrales.

C'est dans la conduite d'un programme européen¹⁶ que la confrontation des pratiques mènera, après deux chantiers *in situ* (Portugal et Finlande), à se pencher sur la question du développement. Les échanges suscitent à ce moment de nombreuses interrogations et traduisent la construction interactive du partenariat transnational. Ils portent essentiellement sur le type de développement, l'apport des femmes comme agents de transformation du milieu, les coopérations entre hommes et femmes dans le développement rural. Les membres du réseau s'interrogent alors sur les limites de l'innovation et de l'expérimentation sociale. Au bout de cinq années d'existence, ils se demandent si ASTER participe du mouvement social visant le changement social ou si l'association reste une instance formelle comme tant d'autres.

C'est à partir d'un partenariat avec le Québec (avec des universitaires, Relais-femmes et la Fédération des femmes du Québec) sur « Penser autrement l'économie » (2002-2005) que l'économie a fait l'objet d'une approche critique qui opposera, à l'économie orthodoxe dominante, des économies hétérodoxes.

Des formations par la recherche-action vont mener à féminiser l'expression « actants », utilisée par René Barbier (1996, p. 48), pour remplacer le terme « opératrices » de développement, choisi au départ par ASTER, par celui d'« actantes » (Semblat, 2002), c'est-à-dire d'actrices devenues des auteures et des expertes.

Le réseau ASTER-International contribue à l'opérationnalisation du féminisme territorial, que ce soit par l'approche territoriale des formations, l'accompagnement de projets et de diagnostics locaux comme l'expérience marocaine d'un diagnostic territorial participatif intégrant le genre¹⁷, en cours de transfert en France et en République démocratique du Congo, ou encore la production

¹⁶ Quatrième programme européen (de 1996 à 1999) pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

¹⁷ Voir ASTER, RADEV (2008).

d'outils et de publications¹⁸. Ces derniers traduisent, depuis le premier guide méthodologique (ASTER, 1999-2000), le croisement entre développement local et genre.

C'est ainsi qu'en 2011, ASTER va devenir Aster (Assemblée générale extraordinaire, Larache, Maroc, 2010), toujours avec l'adjectif « international », mais le sens premier de l'acronyme (Actrices sociales des territoires européens ruraux) initial ne se justifie plus en raison d'un passage de femmes à genre, de l'approche européenne à la dimension internationale et de l'élargissement du réseau au milieu urbain.

Combiner le singulier et l'universel

Si le féminisme territorial a été identifié dans les années 1990 à partir des pratiques primordiales de groupes de femmes en Europe et au Canada, il s'opérationnalise dans le réseau Aster-International. De bout en bout, le féminisme territorial demeure paradoxal, car l'inscription territoriale de pratiques singulières semble pouvoir produire de l'universalisable et du transférable.

Le féminisme territorial est à la fois une démarche opérationnelle et un concept opératoire pertinent pour désigner le croisement des approches du développement et de celles du féminisme. Il rend compte des pratiques de nouveaux groupes de femmes, il les nomme, il les exprime par le croisement des identités, celles des femmes et celles des territoires. Il contribue à une nouvelle expression du féminisme comme mouvement social, il exprime les démarches de changement social et d'alternatives des groupes.

Élaboré à partir des pratiques de groupes de femmes en Europe et au Canada, le féminisme territorial semble connaître une extension à des pratiques organisationnelles dans plusieurs pays d'Afrique. En effet, plusieurs structures, membres du réseau Aster-International en Afrique, expérimentent de nouvelles pratiques d'organisation des femmes en milieu rural (République démocratique du Congo (RDC) et Sénégal), ou en milieu urbain (Burkina Faso). Ces dernières présentent des caractères de pratiques primordiales du « féminisme territorial » identifiées dans des groupes ruraux en Europe et au Québec.

Depuis longtemps, en Afrique, des tontines, des groupements féminins, des GIE (groupements d'intérêts économiques) ou encore des coopératives rassemblent des femmes, mais les mutations sociétales font place à de nouveaux besoins et à de nouvelles aspirations qui conduisent à inventer de nouveaux types d'organisations. C'est ainsi qu'une maison des femmes, animée par l'ONG locale OFAD/NAFOORE¹⁹, réunit depuis 2005, en Casamance, 25 femmes relais qui se forment, s'informent, structurent leurs initiatives économiques et démultiplient ensuite en brousse, dans les villages les plus éloignés, leurs acquis tout en faisant remonter les besoins locaux. Dans la capitale

¹⁸ ASTER-International avec la collaboration d'Adéquations (2008).

¹⁹ Organisation de formation et d'appui au développement (OFAD/NAFOORE).

du Burkina Faso, 2 000 restauratrices de la rue ont été accompagnées par l'ONG ASMADE²⁰ pour se former, s'équiper et s'organiser en 60 groupes animés par un collectif. En RDC, c'est l'ONG SAMWAKI²¹ qui anime le réseau des groupes de femmes rurales du Sud-Kivu.

Bibliographie

ANDREW Caroline et Béatrice SOKOLOFF (1993). « L'apport des recherches féministes aux analyses du développement local et régional », *Revue canadienne des sciences régionales*, vol. 16, n° 2, p. 157-163.

ANTROBUS, Peggy (2007). *Le mouvement mondial des femmes*, Montréal, Écosociété.

ASTER (1999-2000). *Croisement des pratiques de développement local rural et de l'approche de genre*, Guide méthodologique, ASTER et Collège coopératif de Paris.

ASTER (2005). *Validation des acquis. Approche de genre en milieu rural, recherche sur la démarche de formation CIL*, ASTER et Collège coopératif de Paris, Université rurale du Clunisois, Saint-Quentin.

ASTER, RADEV (2008). « Programme d'appui au développement local dans la région de Larache au Maroc (PADEL) », *Le diagnostic territorial participatif intégrant le genre*, DTPG.

ASTER-INTERNATIONAL avec la collaboration d'Adéquations (2008). *Genre, territoires et développement. Insertion, emploi, égalité professionnelle. Une recherche-action en Picardie. Une brochure et une mallette pédagogiques. Une offre de formation et d'accompagnement*, Brochure et mallette pédagogique.

BARBIER, René (1996). *La recherche-action*, Paris, Anthropos.

BISSILIAT, Jeanne (2003). *Regards de femmes sur la globalisation. Approches critiques*, Paris, Karthala.

BOUHRARA, Moncef (1993). « Esprit d'entreprise au féminin et politiques », Conférence internationale et européenne *Les raisons d'entreprendre : elles pensent à la société de demain*, organisée par l'OCDE, Paris, 25-26 novembre.

CHARLIER, Sophie (2006). *L'économie solidaire au féminin : quel apport spécifique pour l'empoderamiento des femmes? Une étude de cas dans les Andes boliviennes*, Thèse présentée en vue de l'obtention du grade de docteur en sciences sociales, Université catholique de Louvain (UCL), Presses universitaires de Louvain.

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) (1986). *L'esprit des lieux, localités et changement social en France*, Paris, Éditions du CNRS.

²⁰ Association d'aide au développement endogène – *Sengui Manégé*.

²¹ Association La voix de la femme rurale – *Santi ya mwanamke kijijini*.

- COLLIN, Françoise (1992). « Différence et différend, la question des femmes en philosophie », dans George DUBY et Michelle PERROT (dir.), *Histoire des femmes en Occident*, Paris, Plon, vol. 5, p. 243-267.
- DEGAVRE, Florence (2001). « La pensée "femmes et développement". Critique des fondements et pistes pour reconstruire un point de vue féministe croisé Nord/Sud », dans Isabelle GUÉRIN, Madeleine HERSENT et Laurent FRAISSE (dir.), *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale*, Toulouse, Érès, p. 63-84.
- FRÉMONT, Armand (1976). *La région, espace vécu*, Paris, Presses universitaires de France.
- GODBOUT, Jacques T. (1990). « Le communautaire et l'appareil », dans Marie-Marthe T. BRAULT et Lise ST-JEAN (dir.), *Entraide et associations*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, p. 239-259.
- GRIDEQ (1993). *Développement régional. Problématique et programmation de recherche du GRIDEQ*, Université du Québec à Rimouski, Canada.
- GUATTARI, Félix (1992). « Pour une refondation des pratiques sociales », *Le Monde diplomatique*, octobre.
- LAFONTAINE, Danielle (1995). « Études féministes et paradigmes du développement : de l'interpellation à l'articulation », dans Denyse CÔTÉ (dir.), *Du local au planétaire. Réflexions et pratiques de femmes en développement régional*, Montréal, Éditions du remue-ménage.
- LALANDE, André (1960). *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, Paris, Presses universitaires de France.
- LIPOVETSKY, Gilles (1987). *L'ère du vide. Essai sur l'individualisme contemporain*, Paris, Gallimard.
- MASSON, Dominique, Marielle TREMBLAY et Pierre-André TREMBLAY (1989). « Femmes et pratiques d'auto-développement : perspectives de recherche », *Recherches féministes*, vol. 2, n° 1, p. 69-84.
- MELUCCI, Alberto (1983). « Mouvements sociaux, mouvements post-politiques », *Revue internationale d'action communautaire*, vol. 10, n° 50, p. 13-29.
- PECQUEUR, Bernard (1989). *Le développement local : mode ou modèle?* Paris, Syros/Alternatives.
- ROSANVALLON, Pierre (1981). *La crise de l'État-providence*, Paris, Seuil.
- SEMBLAT, Marie-Lise (1997a). *L'émergence d'un féminisme territorial en milieu rural. Les pratiques de nouveaux groupes de femmes en Europe et au Canada francophone*, Université Paris 8, Institut d'études européennes, Thèse de doctorat en géographie sociale sous la direction de Jean-Claude Boyer et Pierre Dommergues.

SEMBLAT, Marie-Lise (1997b). « Européennes, “actrices actives” de développement rural. Structuration de nouveaux groupes de femmes », *Reflets: Revue ontarioise d'intervention sociale et communautaire*, vol. 3, n° 2, p. 106-127.

SEMBLAT, Marie-Lise (1997c). « Quand la pratique des femmes en développement local prend nom : le féminisme territorial », Colloque Femmes, économie sociale et solidaire : bilan et perspectives stratégiques, Relais-femmes en concertation avec la Fédération des femmes du Québec (FFQ) et le comité national de soutien à l'économie sociale, Montréal, 2 et 3 décembre 1997.

SEMBLAT, Marie-Lise (1999). « L'émergence d'un féminisme territorial en Europe », dans Huguette DAGENAIS (dir.), *La recherche féministe dans la francophonie. Pluralité et convergences*, Montréal, Éditions du remue-ménage, p. 358-387.

SEMBLAT, Marie-Lise (2002). « D'“actrices actives” à “actantes”. Trajectoires et pratiques collectives des femmes rurales », dans Marielle TREMBLAY, Pierre-André TREMBLAY et Suzanne TREMBLAY (dir.), *Développement local, économie sociale et démocratie*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 193-214.

TOURAINÉ, Alain (1978). *La voix et le regard*. Paris : Seuil.

VACHON, Bernard, en collaboration avec Francine COALLIER (1993). *Le développement local. Théorie et pratique : réintroduire l'humain dans la logique de développement*, Montréal, Gaëtan Morin.